

Actualité Juive

La Chine en Israël : risque ou opportunité ?

La présence d'entreprises chinoises dans des projets d'infrastructures stratégiques en Israël soulève des inquiétudes quant à la sécurité nationale, inquiétudes dues au renforcement des liens entre la Chine et l'Iran.

© Yossi Zamir/Flash90



Le nouveau terminal portuaire dans la baie de Haïfa, le premier des deux terminaux portuaires privés qui représentent une aubaine pour l'économie israélienne. L'entreprise publique chinoise Shanghai International Port Group (SIPG) a remporté l'appel d'offres en 2015 pour exploiter les installations de transport maritime commercial pendant vingt-cinq ans, un arrangement qui a alimenté la controverse en Israël et à l'étranger.

La Chine est devenue l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Iran et elle a tacitement choisi le camp de l'axe iranien dans le conflit qui oppose Israël au Hamas depuis le 7 octobre dernier. Le docteur Harel Menashri, fondateur du système cybernétique du Shin Bet et actuel

président de la Division Cyber à l'Institut de technologie de Holon, dans une lettre adressée au président du Comité des Affaires étrangères et de la Sécurité de la Knesset, a récemment averti Yuli Edelstein du risque potentiel que la Chine décide, quand bon lui semblera, de paralyser les infrastructures clés en Israël,

par exemple sous la forme d'une attaque informatique dans le secteur du trafic maritime. C'est en effet une société d'État chinoise, Shanghai International Port Group, qui exploite depuis 2021 l'une des plateformes de conteneurs au port de Haïfa, après avoir remporté un appel d'offres que l'ancien ambassadeur

« Il semble qu'il faille plutôt craindre l'influence négative du discours de Pékin sur le conflit israélo-palestinien que d'éventuels actes de cyberattaque ou de sabotage chinois. »



israélien en Chine, Matan Vilnai, avait appelé à annuler, craignant que les Chinois puissent avoir accès à des informations très sensibles ou se livrent à des activités d'espionnage. Cette décision avait inquiété l'establishment de la Défense à cause de la proximité des sous-marins israéliens, d'autant plus que ni le Cabinet ni le Conseil de sécurité nationale n'avaient eu leur mot à dire. Cependant, il convient ici de relativiser, car si la Chine gère une des six plateformes de conteneurs situées dans le complexe portuaire de Haïfa, une autre est gérée par l'Inde, deux autres par des sociétés privées, et la Chine n'a donc pas le contrôle absolu sur le port. D'après les médias, les États-Unis avaient manifesté leur opposition à l'implication chinoise dans le port de Haïfa, annonçant que désormais les navires de l'US Navy le contourneraient – une annonce non suivie d'effet car un mois après l'ouverture du port de Haïfa

aux Chinois, un navire américain entrerait dans le port, suivi de plusieurs autres. Une entreprise chinoise figure également au nombre de celles qui ont participé à la construction des lignes ferroviaires du train à grande vitesse Tel Aviv-Jérusalem, et la société China Harbor, basée à Pékin, à celle d'un terminal au port sud d'Ashdod et de la ligne rouge du tramway de Tel Aviv, qui passe à quelques dizaines de mètres du ministère de la Défense. Mais en 2022, Washington est intervenue pour que les compagnies chinoises ne puissent pas postuler à l'extension du tramway de Tel Aviv, et c'est finalement la multinationale française Alstom et ses partenaires israéliens qui ont remporté la mise. L'importance stratégique de ces infrastructures ne peut être négligée, et la question de savoir dans quelle mesure la Chine devrait ou non être autorisée à exercer une influence dans ces domaines reste une source de débats. Des recommandations du

Comité des Affaires étrangères et de la Défense suggèrent la nécessité de mécanismes de suivi pour éviter que les activités chinoises n'affectent les intérêts de la sécurité nationale d'Israël, et la mise en place d'un système qui examinerait attentivement chaque transaction économique avec la Chine. Malgré ces inquiétudes, maintenir des relations économiques avec la Chine est bien sûr possible – on le fait bien avec la Turquie. Il est toutefois impératif de choisir soigneusement les domaines de coopération, d'adopter une approche équilibrée qui prenne en considération les avantages économiques et les risques sécuritaires, pour garantir que la coopération avec la Chine n'entraîne pas de conséquences néfastes pour Israël. Pour l'heure, en tout cas, il semble qu'il faille plutôt craindre l'influence négative du discours de Pékin sur le conflit israélo-palestinien que d'éventuels actes de cyberattaque ou de sabotage chinois. ■

Eddy Cukierman : « Israël ne peut se permettre d'être inactif sur le marché chinois. »

Homme d'affaires franco-israélien, fondateur du groupe Catalyst Funds, entreprise israélienne de premier plan dans le domaine des fonds multiples présente à Hong Kong, et de l'événement Go4Israel rassemblant d'éminents leaders chinois de la communauté des affaires cherchant à découvrir Israël, Eddy Cukierman dresse un état des lieux et esquisse une analyse de l'avenir des relations économiques entre la Chine et Israël.

AJ MAG : Au vu de l'évolution géopolitique, pensez-vous que les relations économiques entre la Chine et Israël ont encore un avenir ?

Eddy Cukierman : Oui, je le pense. Les entreprises leaders de l'économie israélienne, fortement axées sur la haute technologie, adoptent une approche mondiale de leurs activités commerciales. Elles cherchent à être présentes aussi bien en Asie qu'aux États-Unis ou en Europe. Le marché chinois représente un potentiel d'exportation crucial pour ces entreprises israéliennes spécialisées dans les technologies innovantes, et les priver de l'accès à ce marché qui est un grand consommateur de nouvelles technologies serait problématique.

Cela signifie-t-il que l'intérêt d'Israël pour la Chine reste inchangé ?

Il est important de noter qu'en Israël, contrairement à d'autres pays tels que la France, il n'existe pas de financement gouvernemental direct pour la haute technologie. Les entreprises de haute technologie en Israël dépendent du secteur privé ou sont cotées sur les marchés internationaux, en

particulier le Nasdaq, pour leur financement. Ainsi, ces entreprises n'ont aucune obligation envers le gouvernement israélien ou américain. En tant qu'entrepreneur ou membre du conseil d'administration d'une entreprise



Le Technion, qui parie sur l'avenir des relations avec la Chine, a ouvert une branche à Shantou, dans le sud du pays.



israélienne, l'obligation première est d'agir dans l'intérêt de l'entreprise et la principale préoccupation demeure le succès des entreprises. Par conséquent, si le développement d'activités commerciales en Chine est jugé bénéfique pour l'entreprise, il sera poursuivi ; et si l'entreprise peut également obtenir de la part d'investisseurs chinois des financements plus avantageux que ceux d'autres pays, son conseil d'administration sera enclin à privilégier les capitaux levés en Chine.

Dans quels secteurs la Chine investit-elle en Israël ?

La Chine oriente ses investissements en Israël principalement dans des secteurs tels que la santé, la haute technologie et les technologies innovantes, qui revêtent une importance stratégique pour les entreprises chinoises.

Y a-t-il des secteurs où les entreprises israéliennes doivent obtenir l'accord du gouvernement ?

Les entreprises israéliennes ont besoin de l'accord du régulateur dans quatre secteurs : le secteur bancaire – créer une banque, par exemple, nécessite l'accord de la Banque d'Israël –, le secteur de la défense, et ceux liés aux télécommunications et aux hôpitaux. Le secteur de la haute technologie n'est pas régulé, sauf s'il est lié à des technologies militaires, et l'intérêt des entreprises israéliennes est de déployer ses technologies dans tous les pays du monde, y compris sur le marché chinois.

La coopération israélo-chinoise en matière d'infrastructures demeure-t-elle d'actualité ?

Le gouvernement israélien maintient sa collaboration avec des acteurs chinois en raison de l'attrait de leurs conditions très compétitives par rapport aux acteurs occidentaux. Malgré certaines pressions et l'évolution de la situation géopolitique, il n'y a pas de changement de politique notable à ce niveau. Lorsque le coût d'un projet est nettement moindre avec des partenaires chinois qu'avec d'autres acteurs, le gouvernement israélien continuera de privilégier la meilleure offre disponible.

En ce moment où la Chine semble s'éloigner d'Israël pour se rapprocher de l'Iran, risque-t-il d'y avoir rupture ?

Je ne pense pas que la Chine ait une attitude anti-israélienne, mais elle ne voit, comme elle l'a toujours fait, que ses intérêts, qu'ils soient géopolitiques, stratégiques ou financiers. Elle s'intéresse aux technologies israéliennes parce qu'elles peuvent avoir un impact sur les entreprises chinoises et elle continuera à le faire. Récemment, mon groupe a réalisé plusieurs transactions pour des acteurs chinois qui ont investi dans des sociétés israéliennes, certains pour commercialiser des technologies israéliennes en Chine, notamment dans le secteur de la santé. Les accords continuent donc de se développer. Alors, même si Pékin maintient une relation privilégiée avec l'Iran, cela ne l'empêche pas d'en avoir une avec Israël.

Les entreprises israéliennes peuvent-elles continuer à développer des relations économiques simultanément avec les États-Unis et la Chine ?

Lorsqu'une technologie est vendue aux Américains, ces derniers ne s'enquièrent généralement pas de savoir si la même entreprise a vendu des produits à d'autres pays, y compris en Afrique ou en Chine, qui pourraient ne pas être considérés comme des alliés des États-Unis ; cette question n'est généralement pas soulevée. Ce qui revêt de l'importance, ce sont les termes de paiement, les conditions contractuelles, ainsi que la spécificité du produit. Lorsqu'elles cherchent à vendre des produits au gouvernement américain, les entreprises israéliennes peuvent se voir questionnées au sujet de leurs actionnaires, notamment si la technologie vendue est liée à des domaines tels que la cybersécurité ou la défense. Cependant, il convient de noter que la majorité des ventes des entreprises israéliennes ne sont pas destinées au gouvernement américain ni aux entreprises militaires américaines, mais plutôt au secteur privé. Et même les Américains choisissent des fournisseurs chinois dans de nombreux projets d'infrastructure portuaire, parce qu'ils font les meilleures offres lors des appels d'offres.

Comment expliquez-vous le ralentissement des investissements chinois en Israël ces dernières années ?

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement chinois a renforcé son contrôle sur les investissements à l'étranger, conformément à la politique du président Xi Jinping visant à exercer un contrôle accru sur le transfert de fonds chinois vers l'étranger. Les mesures anticorruption mises en place en Chine ont également eu des répercussions sur les sociétés chinoises. Parallèlement, on a constaté une multiplication des investissements spéculatifs réalisés par des milliardaires chinois à l'étranger. Dans ce contexte, le gouvernement chinois

a pris la décision de resserrer la supervision de ces investissements, en les soumettant désormais à justification.

Au profit des investissements américains ?

Lorsque vous siégez au conseil d'administration d'une entreprise et que vous êtes confronté à deux offres identiques, l'une américaine et l'autre chinoise, cette dernière dépendant de l'approbation de l'autorité gouvernementale chinoise selon un processus qui va prendre entre trois et six mois, il peut être préférable de privilégier la vente à l'acteur américain, pour être certain que l'argent sera disponible rapidement et sans objections, alors que le gouvernement chinois, lui, peut éventuellement bloquer la transaction.

Il est toutefois important de souligner que ces considérations et ces mesures de contrôle ne visent pas spécifiquement Israël, mais qu'elles s'inscrivent dans le cadre de la politique générale de prudence de la Chine en matière d'autorisation des investissements et de prévention des investissements spéculatifs à l'étranger.



Des centres de Recherche & Développement à Herzliya Pitoua'h

© Gili Yaari/Flash90

Comment définiriez-vous les relations économiques actuelles entre Israël et la Chine ?

Elles sont confrontées à divers défis, en particulier en raison des initiatives chinoises qui ralentissent les investissements en Israël. De plus, la présence excessive d'actionnaires chinois peut être mal perçue aux États-Unis. Mais malgré ces défis, il est impératif de

remarquer que s'abstenir de faire des affaires en Chine comporte des risques plus importants encore. En effet, le marché chinois est en passe de devenir la première économie mondiale et, dans ce contexte, Israël ne peut se permettre d'être inactif sur ce marché qui est passionné par Israël et qui constitue une opportunité significative pour les entreprises israéliennes. ■